

AFRICA

international

N°279-280 Janvier-Février 1995

L'affaire KATOUCHA

■ COTE D'IVOIRE

• Les pièges du code électoral
• Djeni Kobina, incontournable
faiseur de roi ?

■ **GABON** Chasse aux
clandestins : jusqu'où peut-on
aller ?

■ **CAMEROUN** Débat
sur la constitution : un coup
pour rien ? *Entretien avec Henri
Bandolo*

■ **TOGO** Koffigoh :
"Maintenant, Edem Kodjo fait
comme moi"

FRANCE



**Les combats
de Lucette
Michaux-Chevry**

**Arrestation
spectaculaire,
incarcération
et remise en
liberté
surveillée.
Comment le
top model
international
a été bloquée
à Dakar, alors
qu'elle venait
de lancer sa
propre
collection**

*Avec des photos
exclusives de son
passage à Abidjan.*

**TRAFIC DE
DROGUE
OU GUET-
APENS ?**

**COOPERATION
BRITANNIQUE :
notre dossier
et la fin du boss
"Tiny" Rowland**

M 3385 - 279 - 22.00 F



AFRIQUE ZONES CFA : 1000 F CFA Antilles, Réunion, Guyane : 22 FF. Suisse : 6 FS. Belgique : 140 FB. Italia : 5000L.
Canada : \$ 4.75. USA : US \$ 4.50. Allemagne : DM 7.00 Royaume Uni : £ 3.00

INTERNATIONALE

ISSN 1143-1468

Michaux-Chevry

Les combats de Lucette

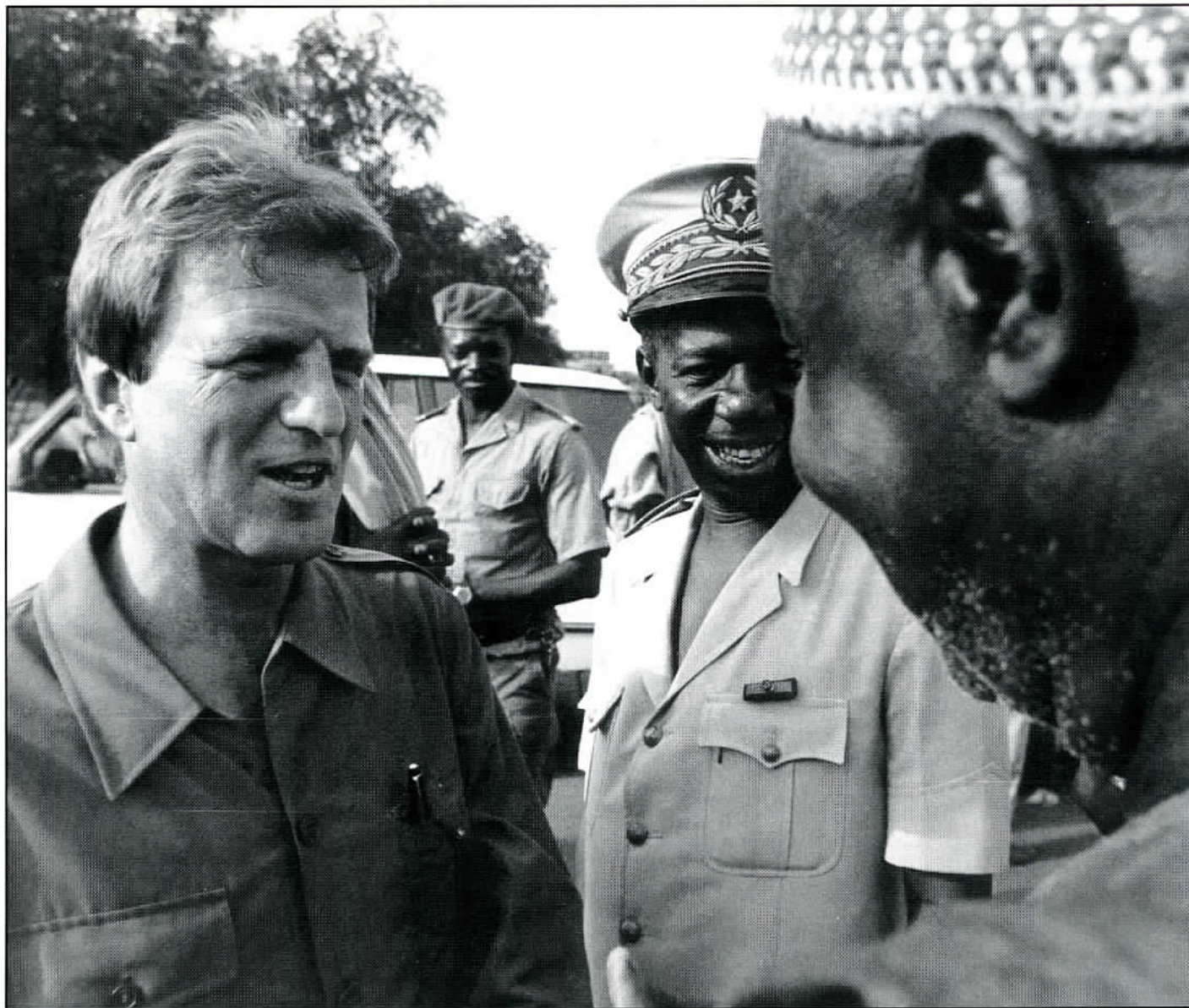
••• Par KARIM BELAL ET PHILIPPE BLANCHOT •••



Le ministre à l'Assemblée nationale.

«Au cours des vingt-quatre voyages que j'ai effectués à l'étranger, depuis mai 1993, dans dix-huit pays répartis sur les cinq continents, le message que je me suis efforcée de transmettre au sujet des droits de l'homme se résume en deux mots : protéger et promouvoir», déclare Lucette Michaux-Chevry lorsqu'elle présente son budget au Sénat le 8 décembre dernier. L'actuel ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, véhicule depuis longtemps l'image d'une femme au caractère affirmé et enthousiaste. Par ailleurs, elle a souvent fait l'objet d'attaques du Canard enchaîné entre autres à propos de certaines de ses déclarations intempestives. A l'occasion d'un entretien sur la radio O'FM, Il faut «arracher les pull-overs (Benetton) sur ceux qui les portent», puis lors d'un voyage à Sarajevo en 1993 «J'ai découvert une très belle ville, même si elle est éventrée. Mais l'important, c'est que j'ai vu de très belles pierres, et où il y a des pierres, il y a des âmes.»

Née le 5 mars 1929 à Saint-Claude (Guadeloupe), huitième enfant d'une fratrie de dix, Lucette Michaux-Chevry est la fille d'un directeur d'école. A Paris, elle suit de brillantes études de droit et milite au Parti socialiste. Veuve de l'imprimeur Emile Michaux, décédé en 1984 des suites d'une longue maladie et qui était de vingt ans son aîné, elle est mère de deux enfants; Octave 33 ans, pilote aviateur et Marie-Luce 32 ans, fonctionnaire. Devenue avocate en 1955, elle s'inscrit au barreau de Basse-Terre puis, encouragée par son mari, entame en 1959 sa carrière politique comme conseiller municipal de sa cité natale. Lucette Michaux-Chevry occupe cette fonction jusqu'en 1965. Lors de l'élection présidentielle de 1974, elle soutient la candidature de François Mitterrand. Deux ans après, elle est élue conseiller général PS du canton de Saint-Claude-Gourbeyre. En 1980, elle démissionne du parti socialiste, n'admettant plus l'alliance de ce dernier avec le parti communiste. "Sans étiquette", de 1982 à 1985, elle est la première femme de France à occuper la fonction de président d'un Conseil général. Durant cette période, à plusieurs reprises, Lucette Michaux-Chevry est la cible de groupuscules indépendantistes : en 1984 une bombe est désamorcée devant son domicile, en 1985 elle sort miraculeusement indemne d'un attentat. En 1984, elle est par ailleurs, la première femme de France chef d'un mouvement politique, après avoir fondé Le Parti de la Guadeloupe (LPG) ; un an après, elle perd les élections cantonales et par voie de conséquence la présidence du conseil général. En 1986, Lucette Michaux-Chevry est élue député RPR, parti dont elle est la tête de liste. «C'est moi, fille des îles, que le Premier ministre a chargée de parler pour la France», déclare la "dame de fer des Caraïbes", lorsque Jacques Chirac, nouveau chef du gouvernement, l'appelle auprès de lui, au moment de la première cohabitation. Première Antillaise membre d'un gouvernement, il lui revient alors le premier maroquin consacré à la francophonie, mais sans budget propre et dépendant de Matignon. Puis l'élue de la quatrième circonscription de Guadeloupe, devient en 1987, maire de la commune de Gourbeyre. Lors des législatives de 1988, les électeurs guadeloupéens renouvellent son mandat parlementaire. En mars 1992, elle conquiert la présidence du Conseil régional. Après l'annulation du scrutin, par le Conseil d'Etat en décembre 1992, un autre est organisé en février de l'année suivante. L'édile de Gourbeyre obtient cette fois la



Le prédécesseur, le très populaire Bernard Kouchner, ici visitant un camp de déplacés en Mauritanie. Le palmarès du "French Doctor", qui a insufflé une nouvelle dynamique à l'humanitaire, est un défi permanent pour Lucette Michaux-Chevry.

majorité absolue des suffrages et accède de nouveau à la tête de l'exécutif régional. Dans la foulée, au premier tour des élections législatives de mars 1993, Lucette Michaux-Chevry l'emporte en recueillant 80% des suffrages. Quelques jours plus tard, elle est nommée ministre délégué à l'Action humanitaire et aux Droits de l'homme par Edouard Balladur, nouveau locataire de Matignon.

Se voulant femme de cœur, «l'enfant prodige des Antilles» s'est constamment impliquée dans l'animation d'associations caritatives : Fédération des enfants handicapés de Guadeloupe, Association des Mineurs en péril, Association de Lutte contre la drogue. En 1980, elle fonde l'Association Intercaraïbes pour les échanges culturels entre enfants.

A trois mois de l'échéance présidentielle de mai 1995 et vingt-deux mois après sa nomination au gouvernement d'Edouard Balladur, nous nous sommes entretenus avec cette avocate de formation, au parcours politique riche en «premières» et plutôt atypique...

Africa International :
Votre carrière politique est bien remplie ?

Lucette Michaux-Chevry : Elle est extraordinaire. Je ne l'ai pas souhaitée, c'est quand même le destin ! La politique, je l'ai apprise sur le terrain. A une époque, j'ai dû y renoncer pour m'occuper de mes enfants. J'ai aussi appris, dès le début, en tant que femme politique, à composer avec les habitudes masculines de l'exécutif local dont

j'étais l'élue. Dans la continuité de mon action au secrétariat d'état à la Francophonie, j'ai voulu établir un dialogue entre les pays du monde entier, chose peu fréquente à mon sens. Je suis dans un ministère que je qualifierais de difficile. Avant, je ne mesurais pas l'immensité de la détresse dans le monde. Il est important d'agir pour l'extérieur. La France a une dimension humanitaire vraiment extraordinaire. La France est souvent, partout dans le monde, le premier pays présent, à intervenir pour sauver des vies humaines.

● Quel jugement portez-vous sur l'action des ONG en Afrique ?

L. M.-C. : Auparavant, il n'existait que des ONG belges et françaises en Afrique. Aujourd'hui, on note l'apparition d'associa-

tions humanitaires africaines, dont j'ai déjà pu commencer à voir les résultats au Burundi, lorsque j'ai trouvé des médecins béninois qui y travaillaient. C'est une avancée considérable qui démontre une prise de participation des africains face aux situations de détresse.

● **Que pensez-vous du droit d'ingérence humanitaire ?**

L. M.-C. : Je n'aime pas tellement les formules figées qui font des scoops, des images et qui au fond ne représentent rien. L'ingérence est une violation de la souveraineté d'un peuple. Peut-on associer droit et violation ? On peut plutôt parler d'un droit d'assistance internationale ou d'un droit de secours international.

● **Quel bilan dressez-vous de votre action en Guadeloupe ?**

L. M.-C. : Je suis maire et président de région. J'ai trouvé une région qui, sur le plan financier, était dans une situation déficitaire que je qualifierais de catastrophique, puisqu'il y avait une absence de recettes, un déficit de plus de 860 millions de francs lourds (pour 600 000 habitants). Par surcroît, on avait fait des projections de dépenses somptuaires, qui ne correspondaient en rien aux besoins élémentaires de la population. Donc que faut-il privilégier ? A mon sens, le bonheur des gens. Faut-il construire des vélodromes de 2000 places qui ne servent à rien, ou au contraire faut-il veiller à ce que tout le monde ait des conditions de vie normales, de l'eau, de l'électricité, donner l'égalité des chances à chaque citoyen ? Nous avons, pendant deux ans, mis de l'ordre dans les finances régionales, et je vais pour la première fois, faire voter un budget en équilibre, dans des conditions normales et acceptables.

● **Comment parvenez-vous à gérer les nombreuses responsabilités dont vous avez la charge ?**

L. M.-C. : Je dois dire que ça marche ! Parce que j'ai le sens de la décentralisation. Je travaille avec des fonctionnaires compétents, je sais déléguer, contrôler, faire des synthèses et je travaille beaucoup. Toutefois je reconnais que c'est très fatigant. J'ai vécu une expérience enrichissante ; je pars de la cellule de base qu'est une mairie, proche du citoyen. J'évolue à un niveau beaucoup plus élevé, une région ; développement économique, formation des hommes. Ensuite je vais à l'extérieur où je vois les problèmes des gens. Si c'était à refaire, je le referai, parce que j'ai acquis une maturité politique : je pars de la base pour arriver au plus haut sommet. Je mesure la détresse des gens, puis j'analyse leurs diffi-

cultés. J'ai acquis énormément de sérénité et de maîtrise de moi-même.

● **Avez-vous rencontré Taslima Nasreen, lors de son récent séjour en France ? Que vous inspire son combat ?**

L. M.-C. : Je n'ai pas eu le plaisir, ni l'honneur de la rencontrer. S'agissant de sa lutte, c'est celle de quantité de femmes. Il faut rappeler que des femmes ont été exécutées, parce qu'elles défendaient le droit à l'avortement. Donc la femme, depuis fort longtemps, quelles que soient sa race, sa religion, sa condition, a toujours dû mener un combat, pour se positionner dans une société, où elle a toujours été considérée comme un être faible, comme un être à part. J'applaudis donc son admirable combat, mais il est la suite de ce que d'autres femmes de son pays, ont déjà fait depuis longtemps. En cela elle continue la lutte, mais n'invente rien. Autrefois lorsqu'une femme se lançait en politique, on considérait qu'elle était dérangée, qu'elle n'était pas bien, elle était un être à éliminer de la société. Certaines professions comme le barreau, était exclus aux femmes. Taslima Nasreen poursuit ce combat. Elle a beaucoup de chance, car elle bénéficie de la présence des médias.

● **Vous-même Madame le ministre, à quelles difficultés avez-vous été confrontée, au cours de votre carrière politique ?**

L. M.-C. : D'abord au cours de ma vie professionnelle : j'étais la deuxième femme à exercer la profession d'avocat ! Cela n'a pas été facile. J'ai été, par ailleurs, la première femme, président d'un département. J'étais, à cette époque, la seule femme élue, sur une assemblée de trente-quatre personnes. Je devais me remettre en cause. Je n'étais alors, animée que d'une volonté ; bien réussir au nom de l'ensemble des femmes. Car je considère, que dans la société difficile dans laquelle nous vivons, la femme n'a pas le droit à l'échec. Je me rends compte que ça n'est pas facile pour elle, je me rends compte qu'elle est hautement attaquée et critiquée en politique. Personnellement je suis très attaquée, mais je dis que c'est très bien, parce qu'au moins j'existe.

● **Vous évoquiez des propos non-tenus et parus dans la presse, pourriez-vous citer un exemple de ces dérapages ?**

L. M.-C. : Quand je vois dans *Le Canard enchaîné*, que j'aurais tenu des propos à Patrick Poivre d'Arvor, qui sont des propos que je ne peux pas tenir, parce que d'abord ça ne correspond pas à mon éducation et de plus, ce sont des termes qu'on emploie pas

dans mon pays ! Il y a vraiment une volonté délibérée de nuire. Je ne sais pas pourquoi ? Et c'est d'autant plus lâche, que l'auteur ne signe pas. Cela procède d'une volonté de salir l'image de quelqu'un devant l'opinion française, qui me connaît mal car je suis originaire des DOM. On porte atteinte à quelqu'un qui a passé sa vie à travailler, à être un citoyen correct dans une société civilisée.

● **Quel est le principal succès de votre action en Afrique ?**

L. M.-C. : C'est le Rwanda. J'ai signé énormément de lettres de réponses à des habitants de la France traditionnelle, qui acceptent de parrainer des enfants qui sont dans des orphelinats du Rwanda et de leur apporter un engagement affectif, l'engagement de ne pas laisser ces enfants sans tendresse. Quand je vois ça, je me dis qu'il y a des femmes et des hommes en France qui ont beaucoup de cœur. Quand je vois que des enfants des DOM, d'Auvergne, de Bretagne, qui se rassemblent pour faire des paquets, coller des étiquettes, envoyer des jouets au Rwanda, je trouve qu'il y a une spontanéité, une générosité chez ces enfants, qui par ces gestes symboliques, apportent 25 000 jouets à des enfants du Rwanda. Cela signifie qu'à travers le monde, il y a une chaîne de solidarité qu'il ne faut pas briser. Cette solidarité n'est la propriété de personne, elle est le signe que les êtres humains ont du cœur.

● **Quel est votre principal regret s'agissant de votre action en Afrique ?**

L. M.-C. : Le sentiment de n'avoir pas pu finir. J'ai toujours le sentiment que l'action humanitaire est une symphonie inachevée. Quand on a commencé en Somalie et accompli des actions extraordinaires, comme celles du sud de ce pays. Les troupes française et marocaines ont appris à des femmes à se soigner, à accoucher dans des conditions convenables, leur ont apporté de l'eau, une hygiène de vie... Et quand on voit que ça recommence ! Lorsque je vois que c'est à la veille de se reproduire au Burundi, j'ai envie de dire à ces pays d'Afrique : ça suffit ! Prenons une petite année sabbatique pour constater l'ampleur des dégâts. Et pourtant quand je discute avec des africains, qu'ils soient somaliens, tutsis, hutus, je leurs trouve tellement de cœur, de générosité, un sens de la famille et puis dès qu'ils sont ensemble, j'ai l'impression qu'il y a une espèce de piment qui a brûlé tout le monde. Et ils deviennent irascibles. J'ai le sentiment qu'il faudrait de façon permanente, que nous ayons des volontaires de la paix qui encadrent les



La ministre déléguée à l'Action humanitaire en mission au Rwanda, avec un petit garçon tutsi.

hommes et les femmes pour leur parler. Avons-nous besoin de grands évangélistes comme autrefois, qui sillonnent l'Afrique et apportent le message de réconciliation, le message de paix ? Mais de façon permanente. J'ai l'impression, que dès qu'on s'en va, ça recommence. L'Afrique est devenue, à mes yeux, un grand chantier d'incompréhension entre africains.

● **Quel jugement portez-vous sur la condition des femmes en Afrique subsaharienne ?**

L. M.-C. : Il y a plus de femmes Premiers ministres et ministres en Afrique qu'en France. Seulement trois femmes ministres appartiennent au gouvernement d'Edouard

Balladur. Dans la famille africaine, la place de la femme est à positionner. Mais son engagement politique est plus fort en Afrique qu'en France. La représentation de la femme y est très forte. En revanche il faut étudier et mettre en place, les conditions de vie de la femme au quotidien. Je trouve qu'elle travaille trop, l'homme est un peu le grand gâté. Mais la femme le veut bien...

● **Comment jugez-vous l'action de votre prédécesseur, Bernard Kouchner, en Afrique ?**

L. M.-C. : Je n'ai pas eu l'occasion de lire de bilan. Vous savez, j'ai donné mon point de vue sur mon prédécesseur. Je ne suis pas quelqu'un qui conduit ma voiture en regar-

dant en arrière. Je regarde en avant, j'ai tracé des sillons, d'excellents sillons et je crois que ceux ou celles qui demain prendront ma place verront le travail accompli, dans des conditions difficiles et avec un petit budget : 120 millions de francs en 1994. J'ai pensé davantage aux autres qu'à moi, en privilégiant mon action plutôt que mon image. Tout cela me permet de dire avec force, que nous avons réussi, avec les Affaires étrangères, la Coopération et les Services à montrer que la France avait une dynamique en matière d'action humanitaire, qu'elle était l'un des pays les plus présents en cas de catastrophe naturelle, et l'un des pays les plus écoutés dans les conférences internationales, quand on parlait de la défense des Droits de l'homme. Pour ma part, j'ai une très grande fierté, quand lors de mes interventions à propos des droits de l'homme, je suis applaudie, mon discours coupé à plusieurs reprises. Je sens que la France est porteuse d'un message, et j'en suis très fière pour mon pays.

● **Comment expliquez-vous le défaut de couverture médiatique à propos de votre action gouvernementale ?**

L. M.-C. : Je crois qu'il faudrait le demander à la presse. Quand je vois que je ne suis pas invitée, sur les grandes chaînes de télévision, je ne me pose pas de questions. Je voudrais bien m'exprimer, si on me le permettait. Je n'ai jamais fait de politique dans le but de me satisfaire, c'est peut-être pourquoi je réussis. Je crois que j'essaie d'être en politique, comme je le suis dans mon métier d'avocat ; défendre l'autre et en défendant bien l'autre, je me fais aimer.

● **Concernant la Guadeloupe, quel est actuellement le poids politique des indépendantistes ? Avez-vous été victime d'un autre attentat depuis 1985 ?**

L. M.-C. : Les attentats ont commencé en Guadeloupe, en 1983. Ce que j'ai supporté ainsi que ma famille a été extrêmement dur. Je dirais qu'à la limite, c'était intolérable. Parce que j'en étais arrivé à ne plus pouvoir sortir de chez moi, ou souvent à me travestir pour sortir. En 1986, j'ai mené des élections extrêmement difficiles. Dick Ukewé, de Nouvelle Calédonie, a failli se faire tuer en Guadeloupe. On a posé des bombes chez moi. Cela démontre quoi ? Que la démocratie est fragile. Il y a des hommes politiques de gauche très importants, qui sont venus en Guadeloupe applaudir les indépendantistes. Je ne les nommerai pas, même pas un, respectueuse que je suis du poste important qu'ils occupent. J'en tire comme leçon, que la violence ne doit jamais l'emporter sur le dialogue.

J'étais très inquiète quand j'ai vu Jean-Marie Tjibaou donner la main à Jacques Lafleur sur les marches de Matignon. Ma connaissance des départements et territoires d'outre-mer, la connaissance que j'ai de ma race, me permettaient de savoir, qu'on allait au devant d'un échec. Je l'avais dit à mes amis du RPR. Je ne me suis pas trompée. Le dialogue ne s'exprime que par le respect de la démocratie, et par la volonté du peuple. Lorsque quelqu'un dit, je ne vais pas aux élections, c'est son droit. Lorsqu'il empêche les autres de s'exprimer, cela n'est pas pensable. Je l'ai vécu en outre-mer, avec une très grande faiblesse du gouvernement de l'époque. J'ai résisté, peut-être parce que je suis fanatique et que je crois profondément à ce que je fais. Mais j'affirme que beaucoup d'hommes et de femmes politiques français ne connaissent pas le combat que j'ai mené, pour défendre certaines valeurs qui me sont chères : la démocratie, le respect de l'autre, le combat contre le sectarisme, contre les idées toutes-faites, contre le mensonge, contre la délation. J'ai mené un combat très dur. Je crois que j'ai réussi puisque j'ai gagné de la façon la plus magistrale possible. J'ai toujours eu le courage en politique de dire la vérité. J'ai toujours respecté le peuple, et je continuerai toujours à le faire. Je n'ai jamais accepté de participer à des mascarades.

● **Depuis quand avez-vous ramené le budget de votre région à l'équilibre ?**

L. M.-C. : En avril 1993, l'équilibre budgétaire était atteint. J'avais trouvé une région avec une situation déficitaire, estimée officiellement par la Chambre régionale des comptes, à 720 millions. En réalité, elle était de plus d'un milliard. La Chambre n'avait pas retenu les déficits des Agences, ceux de l'AFPA et un nombre très important de factures, signées par mon prédécesseur, non-honorées. Je mets en fait que la région Guadeloupe, n'a jamais été contrôlée de 1986 à 1992. Je mets en fait que des marchés totalement irréguliers sont passés à la préfecture, comme une lettre à la poste. Je suis avocat, je préfère ne pas dire ce que j'ai trouvé. Mais il y a cependant un élément qui est le suivant ; mon prédécesseur n'avait pas utilisé toutes les potentialités d'emprunts de cette région. En acceptant le sacrifice que j'ai imposé aux socio-professionnels et à la Guadeloupe, de vivre en autarcie pendant deux ans, de fournir un effort pour payer les dettes, j'avais convenu d'arriver à la préparation du onzième plan, avec une région forte, désendettée qui a maintenant retrouvé la plénitude de ses potentialités en matière

d'emprunt. Quand on compare les recettes fiscales de la région par rapport au département ; 134 francs par habitant au titre de l'impôt direct pour la région et 1140 francs au même titre pour le département. Quand on regarde l'endettement de la région, par rapport au département, c'est multiplié aussi par 10 ou 15. Donc, cette région avait des potentialités, ce qu'il faut, c'est l'école de la gestion. Il faut que les élus soient des gestionnaires. Mais je voudrais tout de même leurs rendre hommage, quelles que soient les erreurs commises. Ce sont souvent des erreurs dues au fait que les élus ne sont pas des juristes. Je suis élue depuis quelques temps, depuis quelques années. On liquide sa famille, on liquide ses enfants, on liquide ses amis, on se liquide soi puisque l'on n'a plus rien.

● **Que pensez-vous du sort réservé à Edouard Chammougon ?**

L. M.-C. : La justice a rendu une décision, moi je n'ai rien à dire. Je n'ai pas du tout compris Martin Malvy. Sans doute ne voulait-il pas que je manifeste de la sympathie pour Edouard Chammougon qui aux heures sombres de ma vie, quand mon mari était très malade, était à mes côtés. Il est condamné, je n'ai rien à dire sur la décision de justice. J'ai entendu hurler quand Bernard Tapie a été condamné. Cela n'est pas la démocratie, on s'octroie le droit de tout dire et on ne veut pas que l'autre s'exprime. Je trouve normal que les amis de Bernard Tapie manifestent leur chagrin, leur émotion, c'est tout à fait normal et légitime. C'est quand on est dans la détresse que l'on reconnaît ses vrais amis. J'ai une pensée pour mon collègue Alain Carignon qui est en prison. Je pense également à Gérard Longuet, et à tous ceux qui sont dans la détresse. C'est dans ces moments difficiles que je leur manifeste peut-être le plus de sympathie. Je sais que lorsqu'un homme politique est au bas de l'échelle, il compte ses amis sur les doigts d'une main.

● **Quelles devraient être les priorités du programme électoral de Jacques Chirac ?**

L. M.-C. : Redonner à la France, sa place dans le monde. Le pays de la liberté, de la démocratie et de la défense des valeurs humaines. Ce sont des valeurs qu'aucun pays ne peut enlever à la France. La France doit redorer son image à l'extérieur et donner aux français le sens de l'intérêt général de la nation.

La France est un pays qui doit gagner, ce n'est pas un pays qui doit se contenter de médiocrité.

● **En matière de construction européenne, quelles sont vos préférences ; une Europe fédérale ou une Europe des nations, une monnaie unique ou commune ?**

L. M.-C. : Vous parlez à une femme dominiennaise (des DOM). Nous avons un certain nombre d'inquiétudes sur la construction de l'Europe. Le gouvernement est l'auteur d'actions extrêmement spectaculaires ; le GATT, l'Europe sociale, la défense de la banane... Je crois qu'à l'intérieur de l'Europe, chaque peuple doit retrouver son identité. Il ne faut pas que l'Europe devienne un rassemblement plus ou moins international, elle doit tenir compte des spécificités de chaque pays et de l'authenticité de chaque peuple. Elle doit représenter un ensemble d'accords, dans le respect des différences et de la préférence communautaire. Maintenant, je trouve que la construction de l'Europe mérite encore réflexion et là c'est le ministre qui parle. Dans certains domaines internationaux, l'Europe ne joue pas encore son rôle. Elle doit être le vecteur de la réconciliation des peuples, il est nécessaire qu'elle règle les problèmes plus en profondeur : la guerre en Yougoslavie, les conflits internationaux, les catastrophes humanitaires... Il faut que l'Europe soit assez forte et puisse intervenir dans ces domaines là. Le reste, la monnaie unique, tout cela viendra plus tard.

● **Madame le ministre, quels sont vos projets personnels ?**

Comment envisagez-vous votre avenir ?

L. M.-C. : J'ai plein de projets, nous allons bientôt entrer en période électorale. Je vais être une femme très heureuse, j'adore les campagnes électorales. L'année 1995 va être très riche : l'élection présidentielle et des élections municipales. Il faut d'abord que je grignotte sur mon terrain et que je gagne. On va avoir des élections sénatoriales chez moi. Je vais avoir une année très occupée. J'adore ces périodes où je suis en contact avec le peuple, où je sens monter ce que tout homme politique souhaite, c'est-à-dire l'espoir de rassembler autour de soi, sur des idées, sur des valeurs. A présent mon souhait le plus cher, c'est de rester en pleine forme et conserver l'optimisme et la gaieté qui font ma force.